Togo, modifié par le décret du 26 décembre 1931 fixant la réglementation minière et les dispositions spéciales applicables aux hydrocarbures liquides dans les colonies et territoires sous mandat;

Vu le décret du 28 juillet 1938 portant modification au régime minier de certaines colonies;

Vu le décret n° 57-63 du 25 juin 1957 plaçant les substances de la 2^e catégorie en zone réservée sur toute l'étendue des terrains sédimentaires et du plateau continental riverain de la République autonome du Togo et réglant le mode d'attribution des droits miniers sur ces substances;

Vu le décret n° 57-38 du 12 mars 1957 concernant l'exercice des compétences des membres du Gouvernement Togolais, des Services et des Agents de l'Administration en matière de réglementation minière;

Vu la demande du Bureau de Recherches de Pétrole (Etablissement Public placé sous l'autorité du Ministre de l'Industrie et du Commerce — Ordonnance n° 45.2324 du 12 octobre 1945), 12 Rue Jean Nicot Paris VII^e en date du 1^{er} octobre 1957 formulée par son Directeur, sollicitant une autorisation personnelle Minière pour les substances de la deuxième catégorie (hydrocarbures) sur l'ensemble des terrains sédimentaires du Togo;

Vu le récépissé de versement du droit fixe n° 177 du 22 octobre 1957 d'un montant de 5.000 frs CFA;

Vu l'avis du Directeur des Mines et de la Géologie;

Sur le rapport du Ministre des Mines;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une autorisation personnelle est accordée au Bureau de Recherches de Pétrole (Etablissement Public placé sous l'autorité du Ministre de l'Industrie et du Commerce — Ordonnance n° 45.2324 du 12 octobre 1945), 12 Rue Jean Nicot Paris VII^e, en vue d'acquiescer pour les substances de la deuxième catégorie soumises au régime de la réserve tous les titres miniers nécessaires à leurs recherches et éventuellement à leur exploitation, sur toute l'étendue du Territoire et du plateau continental riverain de la République Autonome du Togo.

ART. 2. — Cette autorisation personnelle spéciale est valable à compter de la signature du présent décret.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 29 novembre 1957.

N. GRUNITZKY.

Par le Premier Ministre :

*Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur
et des Postes et Télécommunications,*

F. MAMA.

*Le Ministre des Mines; des Travaux Publics,
des Transports; de l'Economie et du Plan;*

L. CHRISTOPHE TCHAKALOFF.

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie;

P. SCHNEIDER

Le Ministre de la Santé Publique;

J. R. JOHNSON.

Le Ministre des Finances p. i.

P. SCHNEIDER

*Le Ministre de l'Agriculture; de l'Elevage
et des Eaux et Forêts;*

A. MEATCHI.

*Le Ministre du Travail, des Affaires Sociales
et de l'Instruction Publique;*

L. B. YWASSA.

Le Ministre de l'Information et de la Presse;

E. FIAWOO.

DECRET N° 57-141 du 17 décembre 1957 portant modification au décret n° 57-41 du 15 mars 1957 portant création d'une prime de fin d'année pour les agents non fonctionnaires en service au Chemin de Fer et au Wharf du Togo et classés dans la Convention Ferroviaire.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1955, portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-399 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu l'arrêté n° 2/PM, du 27 septembre 1956, fixant les attributions des Ministères en matière de personnel;

Vu l'arrêté n° 940-54/ITLS, du 14 octobre 1954 fixant les conditions d'adaptation de la Convention Collective Ferroviaire, en vigueur à la Régie des Chemins de fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires du Chemin de fer du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu le décret n° 57-41 portant création d'une prime de fin d'année pour les agents non fonctionnaires en service aux Chemins de fer et au Wharf du Togo et classés dans la Convention Collective Ferroviaire, modifié par le décret n° 57-61;

Sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, des Transports, des Mines, de l'Economie et du Plan;

Le conseil de cabinet entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article quatre du décret n° 57-41 du 15 mars 1957 est annulé et remplacé par l'article quatre suivant :

« *Article quatre* — Ces primes seront revisables chaque année en fonction des disponibilités budgétaires, et de la réduction des effectifs par application du coefficient (1 + C). C est égal au centième de la différence entre le nombre des agents fonctionnaires ou classés dans la convention ferroviaire qui ont quitté le Chemin de fer ou le Wharf entre le 1^{er} janvier 1957 et le 30 novembre de l'année pour laquelle cette prime est établie, et le nombre des agents recrutés pendant la même période dans ces mêmes cadres. Toutefois dans ce dernier nombre il ne sera pas tenu compte des agents anciennement non permanents mais en service au 1^{er} janvier 1957, et qui auront été classés depuis dans la convention ferroviaire.

« Les bases de calcul du coefficient C pourront être modifiées en cas de changement de la structure du réseau. »

ART. 2. — Le plafond du montant des heures supplémentaires supprimant le droit au gratifications, objet de l'article II du décret 57-41 modifié par le décret 57-61, est porté à 50.000 francs.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 17 décembre 1957.

Pour le Premier Ministre, absent :

*Le Ministre d'Etat,
chargé des Affaires courantes,*

F. MAMA.

Par le Ministre d'Etat, chargé des Affaires courantes :

*Le Ministre des Travaux Publics, des Mines,
des Transports, de l'Economie et du Plan,*

L. CHRISTOPHE TCHAKALOFF

Le Ministre des Finances p. i.

P. SCHNEIDER.

DECRET N° 57-142 du 17 décembre 1957 portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la circonscription de l'Akposso-Plateau — Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1955, portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956 déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République Autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Territoires d'outre-mer et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu le décret n° 57-26 du 19 février 1957, portant approbation du budget primitif de la circonscription de l'Akposso-Plateau;

Vu la délibération en date du 26 novembre 1957 du Conseil de Circonscription de l'Akposso-Plateau;

Le conseil de cabinet entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de l'Akposso-Plateau, Exercice 1957.

Chapitre 4 — Service des Travaux Régionaux :

Article 1 — Personnel permanent et journalier 62.000

ART. 2. — Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitre et article ci-après du budget de la circonscription de l'Akposso-Plateau :

Chapitre 2 — Services d'Administration

Régionale :

Article 3 — Personnel permanent . . . 30.000

Chapitre 3 — Etat Civil 13.000

Chapitre 6 — Santé :

Article 2 — Personnel journalier 10.000

Chapitre 9 — Dépenses de travaux :

Article 4 — Lignes téléphoniques 9.000

ART. 3. — Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République autonome du Togo.

Fait à Lomé, le 17 décembre 1957.

Pour le Premier Ministre absent :

*Le Ministre d'Etat,
chargé des Affaires courantes,*

F. MAMA.

DECRET N° 57-143 du 17 décembre 1957 portant approbation du budget additionnel de la circonscription de Tsévié — Exercice 1957.

Le Premier Ministre,

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1955 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République autonome du Togo et ceux réservés à l'Assemblée Législative, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires d'outre-mer et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté n° 1059-55/F. du 29 décembre 1955 portant création des budgets de circonscription;

Vu le procès-verbal de la délibération du Conseil de Circonscription de Tsévié en date du 24 mai 1957;

Vu le décret portant approbation du compte administratif de l'exercice 1956;

Le conseil de cabinet entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le budget additionnel de la circonscription de Tsévié, exercice 1957 est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Trois millions quatre cent cinquante sept mille cent quarante sept francs (3.457.147).

ART. 2. — Le Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur et des Postes et Télécommunications et le Ministre des Finances sont chargés de l'exécution du présent dé-